



schweizer musikzeitung

revue musicale suisse rivista musicale svizzera 2 26



Opinion

Haltung



Estelle Revaz a des journées XXXL. Debout avant l'aube, elle nous accueille au Palais fédéral en pleine session parlementaire, et s'absente même cinq minutes pour aller voter avant de revenir poursuivre l'interview.

« Les artistes sont devenus les mécènes culturels de la société »

Estelle Revaz est la première musicienne professionnelle élue au Conseil national. Elle siège sous les couleurs genevoises du Parti socialiste et s'engage notamment pour la culture, les droits des femmes, l'IA, tout en poursuivant en parallèle une brillante carrière de violoncelliste.

Interview: Jean-Damien Humair Images: Holger Jacob

C'est Estelle Revaz qui allume la première des lampes du Palais fédéral, plus tôt que les femmes de ménage, parce que chaque matin, elle travaille son violoncelle avant le début des sessions parlementaires. Et pourtant, il y a cinq ans encore, elle ne savait pas qu'il y avait dans ce bâtiment un parlement divisé en deux chambres, mais avant même d'être élue, elle a réussi à faire passer en trois mois une loi qui a permis aux artistes d'obtenir les indemnités Covid.

Pour autant, elle n'a pas abandonné sa carrière internationale de violoncelliste. Elle n'a même jamais autant joué que depuis qu'elle est Conseillère nationale: l'année dernière, elle a donné 81 concerts sur trois continents, dont un lors de la cérémonie d'ouverture du Verbier Festival. En 2026, elle est Artiste en résidence auprès des Bad Reichenhaller Philharmoniker en Allemagne.

Estelle Revaz, qu'est-ce qui vous anime d'être ici à Berne, en tant que Conseillère nationale?

Mon engagement est né pendant le Covid. Je n'étais pas du tout politisée auparavant, mais comme tout le monde, j'ai été prise de court par cette pandémie, et par les décisions politiques: on nous a interdit de travailler et l'Etat a oublié qu'on existait, il n'a pas prévu de nous indemniser. Cela a créé chez moi un fort sentiment d'injustice. Au début, comme beaucoup, je me suis dévouée à offrir mes œuvres artistiques, par le biais des réseaux sociaux notamment. Tous les jours, j'ai fait ma vidéo que j'ai offerte à la population. Et je l'ai même fait avec une certaine fierté de me dire que je pouvais contribuer à aider les gens à passer le cap. Mais au bout d'un moment, comme de nombreux collègues, j'ai été rattrapée par la question de la survie, parce qu'évidemment, je n'avais plus de rentrées financières.

Ensuite, il y a eu cette fameuse première mouture de la loi Covid où l'Etat a tout simplement oublié les actrices et acteurs culturels indépendants. J'ai organisé en Valais les Mini-concerts de l'avent, pour dix personnes, un musicien et neuf spectateurs. En moins de dix jours, j'avais mis sur pied 40 concerts. Mais le jour du concert d'ouverture, la Confédération a interdit toutes les manifestations culturelles, c'est-à-dire que dans la même église où

il pouvait y avoir la messe du dimanche, notre concert à dix personnes était interdit. Ça, ça a été pour moi le paroxysme du sentiment d'injustice. Avec deux amis musiciennes valaisannes, nous avons rédigé un manifeste, que nous avons entrepris de faire signer le plus largement possible. J'ai appelé Martin Engstroem, du Verbier festival, puis Daniel Rossellat du Paléo, qui m'a proposé d'appeler Mathieu Jatton du Montreux jazz. Puis d'anciens Conseillers fédéraux, Pascal Couchepin, Micheline Calmy-Rey. Nous avons eu le soutien de gens qui me paraissaient inaccessibles juste en osant les appeler. Puis nous avons cherché du côté de la Suisse alémanique. Finalement, nous avons obtenu plus de 1000 signatures en un week-end.

Nous avons envoyé notre manifeste aux parlementaires, mais sur 246, il n'y en a qu'une qui nous a répondu. Alors j'ai dit à mes collègues: il va falloir appeler ces gens. Parmi les personnes qui avaient signé, il y avait une ancienne Conseillère nationale, Josiane Aubert, qui m'a expliqué que mon sujet serait traité probablement dans trois commissions et qu'il fallait essayer de convaincre un membre de chaque parti dans chaque commission. J'ai regardé sur Internet qui siégeait dans ces commissions, et j'ai pris contact avec la personne qui m'inspirait le plus dans chaque parti. Pierre-Yves Mailard m'a encouragée, Philippe Nantermod m'a fait un très bon accueil, et cela m'a engagée à continuer. Petit à petit, j'ai pu créer une coalition dans ces trois commissions, au National et aux Etats. On a avancé jusqu'au moment où on a pu faire changer la loi en trois mois, et les actrices et acteurs culturels de Suisse ont pu être indemnisés.

Après cela, je devais enregistrer un disque et j'ai pensé que j'en avais fini de la politique. Mais trois partis m'ont proposé de continuer l'aventure: le PLR, le Centre et le PS. Je comptais refuser, mais je me suis rendu compte que le problème n'était pas lié au Covid. Le Covid, c'était un révélateur. Le problème, c'est qu'il n'y a pas de filet social adapté à la réalité professionnelle des actrices et acteurs culturels, et pour changer ça, il fallait le faire de l'intérieur. Donc voilà comment je suis arrivée ici. Je ne dis pas que c'est facile de mener les deux carrières de front, parce que pour moi il est clair que je suis violoncelliste avant tout et que je garde ma carrière internationale. Ça fait des journées vraiment XXXL, mais il fallait saisir cette chance et maintenant, il y a

Quand j'explique aux parlementaires que j'ai joué devant 3000 personnes et que j'ai été payée moins d'un franc de l'heure, il y a un long temps mort.

une ouverture pour régler un problème qui est un problème de tout un secteur, qui concerne 300 000 personnes en Suisse.

Puisque vous fréquentez des parlementaires de tous les partis, quelle place occupe la culture dans leur esprit, et la musique en particulier ?

J'ai l'impression qu'on a quand même une majorité d'entre eux qui trouvent que la culture est importante, même essentielle. Le problème est plutôt qu'ils sont habitués à une extrêmement grande résilience dans ce secteur, et que quoi qu'ils fassent: les coupes, l'interdiction de travailler, aucune protection sociale, etc., cela n'empêchera pas les artistes de créer, et même de proposer une offre toujours meilleure. Pendant le Covid, même en créant les conditions-cadres les plus horribles qu'on puisse imaginer, les artistes ont quand même trouvé le moyen de travailler... gratuitement. Certains ont quitté leur appartement, sont allés squatter le canapé d'un ami, ont fini chez leurs parents. Mais ce que les politiciens ont vu, c'est que le secteur avait survécu, qu'il fonctionnait quand même et que l'offre n'avait pas été péjorée. Donc maintenant, quand il faut faire des coupes budgétaires ou quand on s'assoit sur les droits d'auteur avec l'intelligence artificielle, la réponse est: «ils vont bien trouver un autre moyen pour s'en sortir».

Est-ce qu'ils se rendent compte aussi de l'importance de la culture dans la société, par exemple pour nous aider à vivre ensemble, pour nous proposer un autre regard sur le monde; en un mot: pour nous cultiver ?

Oui, je crois. Le problème, c'est qu'il faut faire des arbitrages: on a le fameux frein à l'endettement, donc tout est question de priorités et de quelles seront les conséquences. Et comme la culture a montré jusqu'à présent une résilience hors du commun, les politiciens se disent que finalement, les conséquences seront très faibles pour le public, puisque l'offre sera maintenue. Et je suis obligée de dire que c'est un cercle vicieux, parce que nous-mêmes, les artistes, nous acceptons des conditions de plus en plus mauvaises pour produire de mieux en mieux. Si moi je refuse un concert parce que le cachet est insuffisant, j'ai un collègue qui va l'accepter, et ce collègue sera d'un très bon niveau. C'est là qu'on a un problème. J'ai calculé que parfois, je travaille pour 12 centimes de l'heure: le cachet peut être de 3000 francs pour un concerto, on se dit que c'est super, sauf qu'il a fallu huit mois pour l'apprendre parce que c'est un concerto contemporain qu'on n'aura plus jamais l'occasion de rejouer. Et si on dit ça aux artistes de musiques actuelles, ils répondent: «oui, mais nous, on n'a jamais 3000 francs de cachet». Et au public, on ne va pas lui dire: «vous savez, j'ai été payée 12 centimes de l'heure», on va juste arriver avec sa robe la plus belle, le plus grand sourire, on va essayer de faire la meilleure performance possible, avec tout son cœur et toute son énergie. Je ne connais aucun collègue qui sur scène se dit: «aujourd'hui je vais jouer à 60% parce que mon cachet était insuffisant».

C'est une impression que les budgets pour la culture sont de moins en moins élevés ?

Non, c'est un fait. Nous devons être un des pays au monde où l'Etat au niveau national est le moins engagé au niveau de la culture. En Suisse, la culture, c'est une affaire cantonale et communale. Et on voit bien qu'à partir du moment où tous les niveaux ne sont pas impliqués, l'addition globale est beaucoup plus faible. En France, par exemple, la culture est soutenue à l'échelle communale, puis régionale, puis nationale, et tous ces niveaux s'investissent. En Suisse, on est extrêmement loin de ça, parce qu'on a les communes qui, effectivement, donnent pas mal d'argent, mais on a une défaillance au niveau des cantons, et une Confédération qui est carrément inexistante. Il manque l'argent de deux échelons. C'est censé être compensé par le sponsoring et le mécénat. Il y a eu une grande tradition de mécénat en Suisse, mais elle est en train de s'effriter complètement avec la conjoncture économique, le manque de perspectives, les fronts qui se durcissent, etc. On avait trouvé autrefois un équilibre, mais il ne tient plus.

D'où mon inquiétude, parce que là, on arrive au bout de la résilience du secteur culturel. Ça fait des années qu'on tire sur l'élastique et il est sur le point de rompre.

Et les artistes ne forment pas vraiment un lobby...

Non. Parce que quand on est confronté à sa survie et que le gâteau est trop petit pour que tout le monde en ait une part, chacun doit se débrouiller de son côté. Alors ça va de mieux en mieux depuis le Covid, parce que le secteur a compris que les restaurateurs avaient eu de meilleurs résultats parce qu'ils étaient mieux organisés. Mais on ne peut pas demander à des gens qui sont en train de se battre pour leur survie de la semaine prochaine de penser à la globalité, et de renoncer à un cachet parce qu'il n'est pas assez élevé. Si 200 francs permettent de ne pas être expulsé de son logement, on les accepte, peu importe qu'ils correspondent à 3 francs de l'heure.

Les statistiques montrent aussi qu'il y a de plus en plus d'artistes qui doivent avoir un job alimentaire pour survivre. On commence à basculer dans une société où on ne peut plus être artiste professionnel. Il faut bien que quelqu'un paye la culture, elle n'est pas gratuite. Donc soit on considère que la culture est un besoin de société, comme les routes et les hôpitaux, et que c'est à l'Etat de payer; soit on considère que c'est le consommateur qui doit financer la culture, mais cela limite l'accès à la culture à une petite élite qui peut se le permettre financièrement, parce que si on considère le coût de production d'un opéra et qu'on le divise par le nombre de spectateurs, les billets seront hors de prix.

En parallèle, ce qui se passe maintenant, c'est que la culture est super accessible. Les trois-quarts des manifestations sont gratuites. Donc l'Etat ne s'en



Le problème, c'est que les parlementaires sont habitués à une extrêmement grande résilience du secteur artistique.

Je me suis rendu compte que le problème n'était pas lié au Covid. Le Covid, c'était un révélateur.

gage pas, et le consommateur non plus, parce qu'il adore consommer de la culture – on n'a jamais autant consommé de culture que depuis le Covid –, mais il consomme majoritairement de la culture gratuite. Si les artistes acceptant de jouer sans être payés, c'est comme si eux-mêmes réinjectaient de l'argent dans le système, donc ils deviennent malgré eux les mécènes culturels de la société.

Quand j'explique aux parlementaires que j'ai joué devant 3000 personnes dans une salle prestigieuse et que j'ai été payée moins d'un franc de l'heure compte tenu du temps de préparation, il y a un long temps mort. Parce qu'en me suivant sur les réseaux sociaux, ils imaginent que je dois gagner beaucoup d'argent.

Parlons des réseaux sociaux : j'ai suivi de près les débats sur l'initiative «200 francs, ça suffit». Ce qui m'a impressionné, c'est la violence des propos, y compris de certains politiciens ou politiciennes. Vous sentez cette violence ici, ou c'est quand même un peu plus apaisé à Berne ?

Non, ici avec les collègues, je trouve que ça se passe globalement très bien, indépendamment du parti. Et c'est peut-être aussi un peu ma force de faire

de la politique comme de la musique de chambre. Dans la musique de chambre, chacun prépare sa partie, chacun a une vision différente de l'œuvre, et on a très peu de temps pour répéter ensemble avant la représentation. Le seul salut, c'est d'être dans l'écoute extrême, chaque microseconde, de proposer, de regarder comment l'autre réagit, de prendre ce que l'autre propose pour garder en permanence cet équilibre qui fait qu'on reste ensemble. Finalement c'est exactement ce que je fais ici au Parlement. C'est-à-dire que je sais ce que je veux, mais je vais parler avec tout le monde, de tous les partis, en étant le plus à l'écoute possible. Je regarde où sont les limites, où on peut trouver un dénominateur commun.

Où ça se corse un peu, c'est dans le débat public. Là, il y a beaucoup de mensonges, d'agressivité. C'est inquiétant, parce que ça détruit un peu la démocratie.

Mais dans un débat, est-ce que l'adversaire ment sciemment ou est-ce qu'il présente juste une autre vérité ? Est-ce que lui pense que c'est vous qui mentez ?

C'est une grande question. Je pense que certains savent qu'ils mentent, mais ce n'est pas la règle. Il faut savoir comment fonctionne un appareil politique. Il y a la présidence du parti qui prend des décisions et à partir de là, tout se décline. Le matériel qu'un militant va recevoir est déjà orienté. Mais au-delà de ça, il y a des visions du monde qui sont fondamentalement différentes.

J'avais parlé de ça avec Thomas Aeschi, le chef de groupe de l'UDC, où depuis sa place, il m'a montré son village peint sur la fresque murale du Conseil national. Moi, de ma place, je ne le vois pas parce que l'angle est différent. Par contre, je vois un ange. Je lui ai dit : « tu vois, c'est bien qu'on discute ensemble. Tu m'as montré un village, je t'ai montré un ange et maintenant, on a une vision plus complète de cette fresque. » En fait, c'est un peu ça pour moi l'intérêt d'être ici et de discuter tous ensemble. La réalité est extrêmement complexe, elle est plurielle, et le fait de parler avec des gens qui voient le monde différemment de nous, ça enrichit forcément notre vision et ça permet d'avoir une solution qui est plus complète et plus adéquate.

Jean-Pierre Siméon postule que la poésie sauvera le monde parce qu'elle nous aide à comprendre que le monde est complexe. Et je pense que la musique procède de la même manière. Est-ce qu'on arriverait à convaincre les politiciens qu'il faut donner de l'argent à la culture justement parce qu'elle nous aide à envisager cette complexité ?

Je pense que ça se vit par l'expérience, c'est-à-dire que quand ils parlent avec moi, ils ressentent qu'il y a une différence. Et moi je l'explique. Je leur dis que quand j'interprète une œuvre, il n'existe pas de vrai ou de faux, il existe une vérité qui est vraie dans l'instant, qui ne sera peut-être plus tout à fait vraie le lendemain. Et que le point de vue d'une autre personne ne peut être qu'enrichissant dans mon interprétation. Quand je suis confrontée à la scène, il y a cette capacité d'adaptation, cette capacité de respecter l'avis de l'autre. Sinon, on ne peut pas faire de musique ensemble. Et le but suprême est le bien commun, en l'occurrence le bien de l'interprétation de l'œuvre. Mon ego – malgré le fait qu'on dise que les artistes ont un ego surdimensionné – doit se mettre au deuxième plan au moment du concert. En effet, je ne peux pas jouer deux fois plus vite que mes collègues simplement parce que je pense avoir raison. En musique, personne ne fait ça. C'est le message que je transmets au parlement, par petites touches. Mais plus il y aura d'artistes engagés, plus il y aura de chances que la politique voit aussi que la culture est une valeur ajoutée. <>